Ne laissons pas installer un parc d'éoliennes à côté des plages du Débarquement !

« *Dans notre Normandie, glorieuse et mutilée, Bayeux et ses environs furent témoins d'un des plus grands événements de l'histoire. (…) C'est ici que, quatre années après le désastre initial de la France et des Alliés, débuta la victoire finale des Alliés et de la France (…). C'est ici que, sur le sol des ancêtres, réapparut l'État.* » (général Charles de Gaulle, Discours de Bayeux, le 16 juin 1946.)

Depuis plus de mille ans, l'Histoire n'a jamais cessé de parcourir ces terres, ces environs de Bayeux ; depuis plus de mille ans, des mains innombrables, ciselant la pierre, y ont érigé églises, fermes et châteaux, presque toujours les mêmes mains qui, saison après saison, y traçaient les sillons nourriciers.

Il y a ici, pour reprendre l'heureuse formule de l'historien Pierre Nora, un lieu de mémoire. Il est vaste, il est complexe. C'est un lieu de la grande mémoire de l'humanité – de sa mémoire tragique. C'est le lieu où la Libération a commencé, mettant fin aux terribles errances du siècle passé. On vient du monde entier s'y recueillir dans le silence solennel des cimetières où les héros de cette Libération dorment du sommeil des braves.

Mais la paix de leur repos pourrait bientôt se voir troublée, offensée. Un parc d'éoliennes de 150 mètres de haut est censé se dresser là où rien ne devrait tourmenter le souvenir.

Projeté par la société Vensolair, filiale de la Compagnie nationale du Rhône (CNR), sur la commune du Manoir (Calvados), il ferait face, à quelques centaines de mètres seulement, au cimetière militaire britannique de Bazenville, premier cimetière du débarquement. Il serait le voisin inopportun de ce qui a été l'aérodrome militaire B2-Bazenville, où le sous-lieutenant Pierre Clostermann, des Forces aériennes françaises libres, a été l'un des tout premiers pilotes français à atterrir sur le territoire national, précédé de peu par Denys Boudard et Pierre Aubertin qui s'étaient posés sur B3 les 9 et 10 juin 1944. Ce parc d'éoliennes se trouverait à deux pas de la plage de Gold Beach, du port artificiel britannique Mulberry, en face d'Arromanches, des batteries de Longues-sur-Mer et du mémorial britannique de Ver-sur-Mer.

> La paix du repos des héros du 6 juin 1944 pourrait bientôt se voir troublée, offensée. Un parc d'éoliennes de 150 mètres de haut est censé se dresser là où rien ne devrait tourmenter le souvenir

Faut-il, en plus, établir ici la liste des monuments protégés au titre de la loi française, dont beaucoup sont inscrits à l'inventaire du patrimoine, qui souffriront de la proximité de ces éoliennes ? Elle ne ferait pas honneur à ceux qui envisagent cette implantation puisque l'on recense dans un rayon de 3 kilomètres plus de 70 monuments ou bâtiments classés ou qualifiés de remarquables.

Ces éoliennes dépasseraient de 60 mètres la cathédrale de Bayeux, située à 8 kilomètres. Les agriculteurs et les éleveurs des environs n'en auront, eux aussi, qu'à pâtir.

Mais, outre le fait d'outrager notre histoire et notre patrimoine, implanter un parc éolien au pied des plages du Débarquement ne serait que contradictions. En effet, peut-on, d'un côté, développer le tourisme mémoriel en finançant d'importantes rénovations ou créations de sites (batteries de Longues-sur-Mer, mémorial de Ver-sur-Mer…), accueillir les plus grands chefs d'État étrangers, améliorer les circuits touristiques, communiquer sur l'attrait de la Normandie pour ensuite réduire à néant tous ces efforts en implantant un parc éolien en plein milieu de ce territoire ?

Ce serait aussi oublier tous ceux (musées, restaurateurs, hôteliers, associations, gîtes ruraux, particuliers…) qui investissent et s'investissent pour assurer chaque année les plus belles commémorations du 6 Juin et le meilleur accueil à nos touristes qui viennent du monde entier. D'ailleurs, la région Normandie a déjà commencé à préparer activement les commémorations du 80e anniversaire du Débarquement.

De même, ne serait-il pas contradictoire d'avoir offert à la reine Elizabeth II, à l'occasion de son jubilé, l'implantation d'une allée de 70 charmes au mémorial britannique de Ver-sur-Mer pour immédiatement en altérer la perspective avec un parc éolien en arrière-plan ?

Parlant du « *développement anarchique de l'éolien* », Mme Élisabeth Borne, notre première ministre, disait devant le Sénat, le 19 février 2020, « *on a malheureusement laissé des implantations de parcs éoliens (…) en covisibilité avec des monuments historiques. Je ne comprends même pas comment on a pu en arriver à ces situations.* »

Ces propos illustrent parfaitement la situation que nous redoutons et dont nous contestons la justesse – surtout quand on compare les dommages multiples que causeront ces éoliennes à l'infime quantité d'énergie produite.

Ils nous encouragent justement à demander publiquement la sanctuarisation des plages du Débarquement notamment en y empêchant, dans le cadre du schéma départemental éolien, mais aussi des plans locaux d'urbanisme en application des dispositions de l'article L 151-42-1 du code de l'urbanisme, toute implantation d'éoliennes dans un rayon de 15 kilomètres.

* *Né le 27 octobre 1922, Léon Gautier, ancien combattant volontaire dans les forces navales françaises libres, Croix de guerre 1939-1945, grand officier de la Légion d'honneur et membre de l'Ordre de l'Empire britannique, président l'association de l'Amicale des anciens du commando Kieffer.*

** *Ce texte est cosigné par Alain de Dainville, membre de la Fondation Charles de Gaulle, du Comité du Débarquement et de la section française du Comité d'érection du mémorial britannique de Ver-sur-Mer ; Gérard Chesnel, ancien ambassadeur de France, vice-président du Souvenir normand ; et le docteur Jean-Pierre Benamou, président fondateur de D-Day Academy, collaborateur du Mémorial de Caen et du Centre Juno Beach.*

LÉON GAUTIER ET TROIS COSIGNATAIRES

Le dernier vétéran du commando Kieffer encore en vie*, qui débarqua sur les plages normandes le 6 juin 1944, s'insurge contre le projet de création d'un parc d'éoliennes à proximité immédiate de ce lieu de mémoire. Trois autres personnalités** s'associent à sa protestation.

« Liz Truss a dévoyé le projet de Thatcher et surtout l'électeur avait d'autres attentes »

» Lire aussi PAGE 12

DESSINS FABIEN CLAIREFOND

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE DEVECCHIO @AlexDevecchio

LE FIGARO. – Après six semaines seulement au pouvoir, Liz Truss a été contrainte de démissionner. Est-ce une crise politique conjoncturelle pour le Parti conservateur ou le symptôme d'une crise d'identité plus profonde ?

François-Joseph SCHICHAN. – Le départ précipité de Liz Truss n'est pas un accident de parcours. Le Parti conservateur traverse une crise politique et idéologique grave. Le successeur de Truss sera le troisième premier ministre britannique cette année. Une telle instabilité est inédite pour un grand pays démocratique occidental. Au pouvoir depuis douze ans, le Parti conservateur est à la fin d'un cycle politique. À sa décharge, il n'a pas eu la partie facile : il a traversé successivement la fin de la crise financière, le Brexit, la pandémie et la guerre en Ukraine. De toutes ces crises, celle du Brexit a été la plus fondamentale : elle a transformé de fond en comble le parti, sur le plan idéologique et électoral, jusqu'à la victoire éclatante de Boris Johnson aux élections législatives de 2019. Mais le parti et ses dirigeants n'ont pas su pérenniser cette transformation. Six ans après le Brexit, le sentiment qui domine est celui d'un immense gâchis.

Est-ce la ligne Thatcher qui a été balayée ?

Le thatchérisme selon Liz Truss est en effet discrédité. Mais il diffère du projet politique de Margaret Thatcher qu'elle a dévoyé en bien des points – notamment sur la question de la dette. Truss s'est réclamée de cette figure tutélaire à défaut d'avoir une idéologie propre. Elle représente cette frange du Parti conservateur qui veut profiter du Brexit pour déréguler l'économie, réduire le rôle de l'État et qui fait une confiance aveugle aux forces du marché. Or ce n'est pas du tout ce pourquoi l'électorat a porté le Parti conservateur au pouvoir en 2019. Les marchés financiers, qui ont joué un rôle majeur dans cette crise, n'ont pas été convaincus non plus par le pari économique de Truss, et l'ont lourdement sanctionnée.

Peut-on y voir une forme de revanche pour Boris Johnson ?

Boris Johnson n'est pas mécontent de l'échec de Truss. Pour lui, le Parti conservateur devait unir les classes populaires et une partie de la bourgeoisie. C'est le réalignement politique fondamental opéré lors des élections de 2019. Cet électorat souhaite un rôle plus actif de l'État dans l'économie, des investissements dans les services publics, une baisse de l'immigration et un rééquilibrage de l'économie pour que celle-ci soit moins tournée vers les traders de la City de Londres et davantage vers le nord de l'Angleterre. Le problème, c'est qu'il n'a jamais vraiment eu la capacité de mettre en œuvre ce programme. La pandémie est arrivée très vite juste après l'élection de 2019. Ses manquements à la tête du pays l'ont discrédité auprès d'une grande partie du pays, menant à sa chute finale.

> Il faut revenir aux lignes de fracture du Brexit et s'intéresser d'abord aux préoccupations de l'Angleterre périphérique, notamment en matière d'immigration, de services publics et de réindustrialisation

L'ancien premier ministre peut-il revenir au pouvoir ?

Le système politique britannique est devenu si imprévisible que tout est possible. Johnson reste auréolé de sa victoire de 2019 – la plus importante victoire électorale du Parti conservateur depuis Thatcher. Il est une figure emblématique du référendum de 2016 sur le Brexit – ce qui compte encore beaucoup chez une partie de l'électorat. Mais son caractère et sa pratique du pouvoir suscitent la défiance d'une bonne partie de ses collègues députés. Les militants conservateurs lui gardent une certaine affection même si le reste du pays est passé à autre chose.

Quel est le scénario le plus probable ?

Le parti va se concentrer sur la reconstruction de sa réputation en matière économique. Il a été traumatisé par la réaction des marchés financiers après les annonces de Truss. S'ils écartent Johnson, les députés conservateurs pourraient se tourner vers un nouveau leader modéré et sérieux. Le parti a deux ans pour se reconstruire avant les prochaines élections. La patience de l'électorat à son égard est limitée. Le parti n'a plus le droit à l'erreur. Le risque, c'est que le rééquilibrage soit trop fort et mène à des choix funestes sur le plan politique. Une nouvelle période d'austérité budgétaire serait difficile à supporter pour les classes populaires, et affecterait durement des services publics déjà à l'os.

Le retour des anti-Brexit est-il possible ?

Après l'échec de Johnson et de Truss qui incarnaient deux facettes du conservatisme britannique contemporain, les conservateurs opposés au Brexit entendent en effet proposer une troisième voie. Mais cela ne veut pas dire qu'ils souhaitent un retour dans l'UE, loin de là. Le parti reste dominé par les eurosceptiques et les « remainers » sont très minoritaires. Même le Parti travailliste ne remet plus en cause le principe du Brexit. En revanche, on pourrait voir émerger une approche plus conciliante avec l'Union européenne afin de traiter les difficultés encore non résolues du Brexit, notamment sur l'Irlande du Nord.

Le Parti conservateur est-il appelé à disparaître comme, selon beaucoup, LR en France ?

La vie politique britannique est très volatile et la situation peut se retourner rapidement. Le système bipartisan favorise les grands partis en place. Le Parti conservateur ne disparaîtra donc pas du paysage politique, mais il risque d'être marginalisé et de perdre le pouvoir au profit du Parti travailliste, en train d'évoluer au plan idéologique pour occuper l'espace laissé vide par les conservateurs. Certains, d'ailleurs, estiment qu'un retour des tories dans l'opposition serait salutaire pour permettre une reconstruction idéologique…

Le parti doit-il se refonder ? Sur quelles bases ? Johnson jouera-t-il un rôle dans cette refondation ?

Une refondation est indispensable. L'échec de Truss est d'abord le résultat d'une paresse idéologique et d'un refus de voir le réalignement politique issu du Brexit. D'où le réflexe du retour à la figure anachronique et dévoyée de Thatcher. Cette paresse touche de nombreux partis de droite en Europe, y compris en France. Après le Brexit, le Parti conservateur avait pourtant fait ce travail et démontré qu'il pouvait se renouveler et l'emporter électoralement en faisant un travail précis de l'état du pays et de l'opinion. À l'issue des élections législatives de 2019, Johnson était le dirigeant le mieux élu et avec la majorité la plus stable de toutes les démocraties occidentales. Ce n'est pas arrivé par hasard.

Le plus grand risque pour le parti est qu'il cesse de s'adresser aux classes populaires pour ne plus parler qu'aux marchés. Il faut donc revenir aux lignes de fracture du Brexit et s'intéresser d'abord aux préoccupations de l'Angleterre périphérique, notamment en matière d'immigration, de services publics et de réindustrialisation. Il faut aussi solder les échecs de ces dernières années et proposer enfin une vision cohérente du Royaume-Uni après le Brexit – ce que Johnson a esquissé, mais n'a jamais achevé ni pu mettre en pratique. Mais le Parti conservateur est dans un tel état de panique qu'on peut douter de sa capacité à procéder à cette refondation. ■

* *Consultant en géopolitique et affaires européennes au cabinet de conseil Flint Global.*

FRANÇOIS-JOSEPH SCHICHAN

Les décisions aventureuses de Liz Truss, inspirées par une vision simpliste de l'action de Thatcher de 1979 à 1990, étaient parfaitement inadaptées à la situation complexe du Royaume-Uni, six ans après le référendum sur le Brexit, et aux souhaits des Britanniques, analyse l'ancien diplomate*.